

Le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

MARDI 28 NOVEMBRE 1978 — N°799

Commission paritaire N°56 942 Tel. 636.73.76

2, 00 F.

Fontanet, Marcellin, Dijoud, Stoléru,
Bonnet... déclarés hors-la-loi

LES CIRCULAIRES ILLEGALES

Le Conseil d'Etat déclare illégale la politique
de l'immigration suivie par les différents gouvernements
depuis quatre ans. Il a annulé des circulaires repressives
à l'encontre des travailleurs immigrés.

La politique gouvernementale en matière d'immigration suivie depuis quatre ans, c'est-à-dire les circulaires des ministères du Travail et de l'Intérieur visant à suspendre l'immigration est anticonstitutionnelle et illégale. Telle est l'appréciation qu'a donné en fin de semaine dernière, le Conseil d'Etat.

La politique gouvernementale en matière d'immigration est connue : c'est pour l'essentiel la tristement célèbre circulaire en date du 5 juillet 74, plus connue sous le nom de Fontanet, visant avec quelques autres, à suspendre l'entrée des travailleurs immigrés en France. Le Conseil d'Etat qui parle à propos de cette circulaire de mesure contraire aux «dispositions législatives et réglementaires en vigueur», ajoute que Fontanet, secrétaire d'Etat auprès du ministre du Travail en 74, a

«illégalement usé du pouvoir réglementaire qu'aucun texte ne l'autorisait à exercer».

Le Conseil d'Etat a également annulé l'aide au retour (prime à l'expulsion), mesure déclarée également illégale ainsi que les diverses circulaires visant à aménager la circulaire Fontanet, dont le but était de restreindre la circulation et l'immigration d'étrangers en France.

Stoléru a toutefois fait savoir qu'il n'était pas décidé à appliquer les décisions du Conseil d'Etat, ni lui, ni le gouvernement : dimanche, sur une radio périphérique, Stoléru, cynique, a fait savoir que d'autres moyens que les circulaires ou les lois seraient trouvés pour obtenir dans l'avenir la continuation du refoulement des travailleurs immigrés et plus généralement la politique de l'immigration suivie depuis 74 !



Un millier de porcs
lâchés dans 16 villes
de l'Ouest

LA BATAILLE DU PORC EN BRETAGNE

Après la manifestation de Pontivy où ils durent affronter d'importantes forces de police, les éleveurs de porcs bretons sont à nouveau descendus dans la rue, samedi à l'aube : dans une quinzaine de villes situées dans les départements de la Loire-Atlantique, l'Ille et Vilaine, le Morbihan, le Maine et Loire... un millier de porcs ont été lâchés, accompagnés de poulets, de pommes de terre, de lait. Cette action, comme la première, vise à riposter à la dégradation accélérée du revenu et des conditions de vie des éleveurs de porcs ; du fait des montants compensatoires instaurés dans le cadre du marché agricole, les éleveurs de porcs ont des difficultés de plus en plus grandes, accélérées par la politique de crédit sélectif du Crédit Agricole.

La bataille, à l'évidence ne fait que commencer.

La Roumanie refuse de participer aux préparatifs de guerre soviétiques

Lors de la réunion du sommet du Pacte de Varsovie qui s'est tenue la semaine dernière à Moscou, la Roumanie a fait clairement savoir qu'elle refuse de souscrire à «certaines mesures concernant des problèmes militaires inscrits à l'ordre du jour». Ces mesures concernent un élargissement des prérogatives du pacte de Varsovie pour lui permettre de subvenir aux besoins militaires de pays situés «hors d'Europe», certainement le Vietnam. L'agence roumaine de presse indique dans un communiqué que la Roumanie rappelle sa «détermination d'œuvrer pour la mise en pratique d'une politique étrangère de collaboration avec tous les pays socialistes et tous les Etats». La Roumanie indique ainsi qu'elle entend conserver de bonnes relations avec la Chine. Tout en rappelant son appartenance au Pacte de Varsovie, la Roumanie s'oppose à l'accroissement d'un effort militaire dépassant les limites européennes fixées par le Pacte et montre qu'elle n'entend pas participer à un redéploiement du Pacte contre la Chine comme le voudrait l'URSS.

Rocard obligé d'en rabattre

La Convention Nationale du PS tenue ce week-end, a été le théâtre d'affrontements entre les leaders. Mitterrand a tenu à réaffirmer qu'il était toujours le chef, brandissant ouvertement la menace. Mauroy ne s'est pas encore solidarisé avec les ambitions de Rocard. Le député des Yvelines s'est trouvé dans l'obligation de faire un peu machine arrière. La lutte pour le pouvoir est toujours aussi âpre au sein du PS.

Lire en page 2

Ouverture du 40^e Congrès CGT

Dans son discours d'ouverture du 40^e congrès confédéral, Séguin s'est surtout attaché à réaffirmer les positions de fond de la CGT et à justifier l'attitude de la direction confédérale pendant la campagne électorale. La fameuse «autocritique» porte, pour l'essentiel, sur la forme, sur le non-respect de certaines règles minimum de démocratie dans les prises de décision.

Lire en page 3

Les pays du Tiers-Monde et l'information à l'UNESCO

Lire en page 7

Congrès du Syndicat de la Magistrature

Lire en page 2

**25 millions
pour
votre quotidien !**

Somme réunie à ce jour - 21,07 millions

Lire en page 4

POLITIQUE

● Dix ans après 1968, année de sa fondation, où en est le Syndicat de la Magistrature qui tenait ce week-end, à Paris son 10^e Congrès ? Il faut avouer que les débats souvent confus n'ont pas contribué à éclaircir une situation, que la plupart des intervenants se sont au moins accordés à caractériser comme une crise.

Le bureau sortant a d'ailleurs axé son rapport d'activité sur les difficultés rencontrées par le Syndicat et tenté de proposer des perspectives pour les résoudre. Tendance à la routine, difficulté à approfondir les analyses qui ont fait l'originalité du SM, limites dans les capacités de mobilisation et d'intervention, relative stagnation des effectifs sont les principaux problèmes soulevés par le rapport.

Vendredi matin, le débat sur le thème de la «légitime défense» a montré surtout comment la hiérarchie encourageait l'autodé-

X^e CONGRES DU SYNDICAT DE LA MAGISTRATURE : UN TOURNANT DIFFICILE

fense en intervenant directement et rapidement dans ce type d'affaires. Mais les causes profondes de la multiplication de ces actes, leur fondement idéologique — la défense de la propriété privée justifiant le droit de tuer — les couches sociales qui, ont recours, n'ont pratiquement pas été abordées.

Il est vrai qu'une bonne partie du temps a été consacrée à l'audition de représentants des syndicats de police, tous d'accord bien sûr pour condamner les «bavures».

Il est vrai aussi que visiblement la majorité des congressistes attendaient la suite, c'est-à-dire les débats sur les problèmes internes du syndicat.

Auparavant, les magistrats se réunissaient en groupe de fonctions (les juges avec les juges, les juges d'instruction avec les juges d'instruction, etc.)

pour discuter de leurs pratiques professionnelles. Par la suite, le problème d'une institutionnalisation de ces groupes de fonction, par l'élection au conseil d'un représentant de chacun d'eux, a suscité de vives controverses, certains trouvant trop corporatiste cette initiative, d'autres la jugeant au moins prématurée tant que les groupes n'auront pas une existence réelle.

C'est après la lecture du rapport du bureau que commençait le débat général, d'abord en commissions puis en assemblée générale. Le texte commun présenté par les rapporteurs fut très bref, et ne suscita aucune réaction... Il était bien difficile en effet de rendre compte des interventions contradictoires et portant sur différents thèmes qui avaient émaillé le travail des commissions.

Deux tendances semblaient toutefois se dégager. La première allait dans le sens d'un soutien à l'action passée du syndicat, à ses analyses, à ses prises de position les plus avancées. L'autre tendance dite des «modérés» critiquant le côté avant-gardiste de certaines actions, par exemple en remettant en cause l'attitude de Monique Guemann qui avait, au début d'une audience, protesté publiquement contre l'extradition de Klaus Croissant. Cette tendance souhaite un assagissement du SM qui serait le gage d'un consensus et éviterait des démissions. Cet assagissement, la première tendance y voit au contraire le germe d'un abandon de la spécificité du SM. De fait, le souhait du bureau sortant : «arrêtons nos monologues sur la méfiance, sur nos frustrations : assez de complaisances à ressasser le malaise, la peur ! Engageons et vivons un vrai débat politique», ce souhait n'a guère été exaucé.

De fausses alternatives opposant par exemple telle réflexion théorique et pratiques professionnelles, ou des querelles de personnes ont souvent masqué les véritables contradictions, d'autant plus difficiles à cerner que le flou de certaines analyses du SM n'a

pas encore été levé. Dans son rapport, le bureau sortant évoque d'ailleurs assez longuement ce problème, de l'idéologie du SM, de son manque de cohérence... Il suggère que la définition plus précise d'objectifs immédiats pourrait «être la condition nécessaire à la renaissance du climat de confiance réciproque dans l'organisation», la discussion sur les «fins ultimes» du SM étant laissée ouverte à l'expression de toutes les opinions, aussi contradictoires soient-elles. Il est douteux que cette analyse résolve effectivement les problèmes, les objectifs immédiats étant difficilement détachables de la stratégie à long terme. Sinon, comment poser clairement par exemple la stratégie du rôle répressif que jouent forcément des magistrats dans l'exercice de leurs fonctions ? Plusieurs congressistes ont souhaité que ce problème fondamental soit approfondi à l'avenir.

En attendant, la difficulté à poser sinon à résoudre les contradictions par un débat politique clair s'est traduite par une initiative de deux anciens dirigeants du SM ; connus par leurs conceptions opposées ils se sont portés candidats au nouveau conseil. Ces deux candidatures présentées comme devant déblo-

quer la situation ont à l'inverse suscité de vives polémiques : la tradition au SM veut en effet que les anciens dirigeants ne se représentent pas. Ce principe a en tout cas pour conséquence de contribuer à l'existence d'une sorte de pouvoir parallèle aux structures syndicales élues. Le 9^e Congrès en avait fait déjà le constat. Depuis il semble que le retour à la base des anciens dirigeants n'ait pas trouvé de réponse satisfaisante.

Au total, à l'inverse des congrès précédents, c'est plus de trente candidats aux 18 places de membres du conseil qui ont été enregistrés.

Signe de difficultés que le SM n'est pas seul à rencontrer à un moment où la situation politique, après les législatives de mars, conduit à des interrogations et à des déchirements internes ; le 10^e congrès marque pour le Syndicat de la Magistrature un tournant difficile à prendre... Les acquis ne sont pas négligeables, la récente conférence de presse de la section de Douai en est un témoignage intéressant. Leur approfondissement ou au contraire leur remise en cause, tel est l'enjeu de ce congrès.

Claude ANCHER

La Grande-Bretagne n'entrera pas dans le nouveau système monétaire européen

A dix jours du sommet des neuf chefs d'États et de gouvernements de l'Europe, qui doit se tenir les 4 et 5 décembre prochains, à Bruxelles, la rencontre entre Giscard et le Premier ministre britannique Callaghan n'a pas permis de rapprocher les points de vue. En fait, c'est un catalogue de divergences, petites ou grandes, qui a été dressé. Les seuls points d'accord portent sur la politique internationale, vue de manière très générale, et les institutions européennes, vues de manière encore plus générale, puisque Giscard et Callaghan n'ont finalement pas dit autre chose que ces institutions doivent rester dans le cadre que leur fixe le traité de Rome.

Les divergences, elles, portent sur quatre points : en ce qui concerne la coopération industrielle, la Grande Bretagne souhaite que le gouvernement français favorise les investissements britanniques, notamment dans le domaine de l'automobile. En ce qui concerne les négociations entre la CEE et les USA (négociations GATT), si les deux pays sont d'accord pour dire que l'accord envisagé est «déséquilibré», Giscard voudrait voir modifier l'ensemble du dispositif, alors que les Anglais ne sont partisans que de quelques modifications, sur des points précis comme le textile. En ce qui concerne les zones de pêches, où les Britanniques ont fait une nouvelle fois échouer les négociations, qui durent depuis deux



ans ! Mais c'est à propos du nouveau système monétaire européen que les divergences sont les plus grandes. En fait, il apparaît comme certain maintenant que la Grande Bretagne ne sera pas, en janvier prochain, membre du nouveau système dont les dernières modalités seront arrêtées les 4 et 5 décembre à Bruxelles.

La position britannique est complexe, dans la mesure où les Anglais disent ne pas avoir d'opposition de principe au nouveau

système, mais demandent cependant à ne pas en faire partie dans l'immédiat.

Cette position va amener de fait une modification au système tel qu'il est envisagé : d'une part, il n'aura pas l'ampleur prévu, puisqu'un des trois pays les plus importants de l'Europe n'en fera pas partie, et d'autre part, il devra être conçu de telle sorte que la Grande Bretagne puisse malgré tout y entrer quand elle en fera la demande.

● La Grèce dans l'Europe le 1^{er} janvier 1981

A l'issue des travaux de la commission parlementaire mixte Grèce-CEE, le président de la délégation grecque a déclaré que «la Grèce fera probablement partie de la Communauté européenne le 1^{er} janvier 1981». Les négociations en vue de l'adhésion de la Grèce au Marché commun se termineront aux environs du mois de juin prochain. Par ailleurs, la Grèce demande une période de transition de cinq années avant d'homogénéiser ses différents secteurs économiques avec ceux de l'Europe.

Convention nationale du PS

Rocard recule provisoirement

La convention nationale du PS s'est tenue ce week-end. Préparée par les habituelles petites phrases, elle a pris ouvertement l'allure d'un prologue au Congrès qui doit se tenir à Metz au début de l'année 79.

Ce qui ressort de cette convention, c'est un semblant de repli de la part de Rocard. On se souvient que le député des Yvelines avait, à l'aide d'une «fuite», fait savoir la semaine dernière qu'il déposerait une motion différente de celle de Mitterrand au prochain congrès. La publicité faite autour de cette nouvelle avait fort irrité Gaston Defferre et une polémique s'en est suivie, Defferre allant jusqu'à traiter Rocard «d'inspecteur des Finances». Pour constituer une nouvelle majorité, dont il prendrait évidemment la tête, Rocard doit s'assurer du soutien de Mauroy, le tout-puissant maire de Lille sans qui «toute majorité est impossible dans le PS».

Or, dans cette convention nationale, Mauroy s'est contenté d'un appel au rassemblement et à l'unité. Non que le maire de Lille n'ait pas de sujets de discorde avec Mitterrand ; les rapports entre les deux hommes ont été

plutôt tendus depuis quelques semaines. Mais, Mauroy ne semble pas prêt encore à s'engager aux côtés de Rocard dans une opération où les chances de réussite ne sont pas encore suffisantes. Mitterrand conserve de solides positions dans le PS. S'appuyant dessus, il a distribué les avertissements ce week-end, menaçant, (une fois de plus) de démissionner si «la ligne d'Epinay n'était pas poursuivie».

Dans cette situation, Rocard a bien été obligé de

réfréner ses ardeurs. Battant sensiblement en retraite, il ne parlait plus que de contribution (qui n'implique pas de vote en congrès) à la place de motion.

Tous en tout cas, lancent des appels à l'unité tout en poursuivant et recomposant activement les groupes, les courants, les tendances... la lutte pour le pouvoir va s'intensifier au sein du PS. Rocard a provisoirement reculé. Il lui reste (ainsi qu'aux autres), un mois pour redéfinir sa tactique.



●Dimanche, 14 heures. Sous la pluie et la neige, dans un vent glacé, les derniers congressistes arrivent à travers le quartier-dortoir de la Ville Neuve déserte. Sous les charpentes métalliques du bâtiment d'ALPEXPO, ils affluent à travers les stands syndicaux et commerciaux, jusqu'à la salle du congrès. Derrière la tribune encore inoccupée, on peut lire en grandes lettres blanches sur fond bleu de nuit : «Les travailleurs ont besoin d'une CGT démocratique, de masse et de classe.» Sur un côté, deux autres mots d'ordre : «Indépendance, autonomie de l'action syndicale, contre l'austérité, les inégalités et les injustices, pour le pouvoir d'achat, l'emploi, les revendications» et «le rassemblement populaire de masse, c'est la condition et la garantie du changement démocratique.»

Sur un côté, les invités prennent place : représentants de partis politiques, de syndicats et d'associations. Un peu avant le début de cette séance d'ouverture, on verra entrer Georges Séguy, accompagné ostensiblement par Georges Marchais, à la tête d'une délégation du PCF. Sur quatre rangées, les délégués sont regroupés par fédération : métallurgie, services publics, construction, cheminots, postiers, finances... Sur la rangée de droite, derrière la presse, sont rassemblés les membres du CCN (Comité Confédéral National) qui se réuniront à plusieurs reprises pendant le Congrès.

L'ACCUEIL DE L'UD DE L'ISERE

Un peu après 15 heures, le 40^e Congrès de la CGT était déclaré ouvert, après que la tribune dont la composition a été approuvée par le Congrès, se soit installée. Le secrétaire de l'UD de l'Isère fait la première intervention, présentant rapidement la situation du département : un département touché par la crise, avec 25 000 chômeurs. Mais bien sûr, ce que tout le monde attend, c'est le rapport d'ouverture

présenté par Georges Séguy, secrétaire général. Un discours de près de deux heures écouté avec attention par les congressistes.

LE DISCOURS DE SEGUY

Venant après plusieurs mois de débats qui ont donné lieu à des critiques parfois virulentes sur le fonctionnement de la CGT, ce discours ne pouvait reprendre intégralement le texte d'orientation publié par la direction sortante au mois de juin, même si fondamentalement, l'analyse reste la même. Dans ce sens, c'est surtout la deuxième partie du discours de Séguy qui a retenu l'attention. Tout en se référant aux décisions du 39^e Congrès, Séguy déclarait notamment :

40^e Congrès de la CGT : discours d'ouverture de Séguy

AUTOCRITIQUE DE FORME AUTOJUSTIFICATION DE FOND

De notre envoyée spéciale

«Tenant ces assises huit mois après les élections législatives de mars dernier, il était naturel que la discussion de cet événement soit portée à notre 40^e Congrès, d'autant que ce fut l'une des questions largement débattues au sein de la CGT avant même que soient ouvertes les tribunes de discussion.

LA CGT ET LE PROGRAMME COMMUN

Personne ne met en doute notre engagement dès juillet 1972, en soutien au Programme commun de gouvernement, issu de l'Union de la gauche. Il y avait longtemps à cette époque que la CGT préconisait cette union.

Le débat porte sur la légitimité, et même sur l'opportunité, pour la CGT, d'avoir donné son opinion au moment de l'échec des négociations d'actualisa-

tion du Programme commun, et sur son argumentation à ce moment-là.

Sommes-nous restés dans les limites de nos prérogatives syndicales ? Avons-nous respecté les règles de la démocratie et de l'indépendance syndicale ? Telles sont, en bref, les questions posées.

Le fait que nous ayons nous-mêmes, dans cette période, fait de plus en plus référence au Programme commun et de moins en moins à celui de la CGT, a pu contribuer, même si ce fut à notre corps défendant, à entretenir la confusion.

Que cela eut des conséquences négatives au niveau de l'action revendicative, c'est incontestable ; encore que les luttes, de ces dernières années, en réaction à la politique anti-sociale du pouvoir, aient été nombreuses, vigoureuses et efficaces (...).

DISCOURS EN FORME D'AUTOCRITIQUE

(...) Il est connu que dans de trop nombreux cas, la composition de nos organismes de direction ne reflète pas toujours assez correctement la diversité de la CGT, les courants de pensée qui la traversent...

Nous rencontrons trop souvent de la résistance, surtout dans les cas où l'habitude est prise de tra-

vailler, de diriger entre militants de la même opinion politique.

Il est des habitudes, des méthodes qui ont pu correspondre aux situations des besoins d'une époque, mais qui, de nos jours, sont devenues des routines paralysantes, restrictives de l'activité de masse, de nature à nourrir des manifestations d'étroitesse, voire de sectarisme, à nuire à l'autorité de la CGT et à son caractère démocratique... ?

Discours en forme d'autocritique donc. En forme

soit pas nécessaire au sein de la première centrale syndicale de France. Cela dit, les choses semblent maintenant nettement fixées ; on avait déjà vu une certaine orientation se dessiner dans les dernières «tribunes», dans la V.O. et dans *Le Peuple* : la problématique de Séguy est la suivante : d'accord, on s'est engagé un peu trop ouvertement et en violation d'un minimum de démocratie syndicale, mais sur le fond, sur toutes les positions que nous avons défendues, nous avons raison. Si le «grand débat»



Sous-entendus...

Dans son intervention d'ouverture, Séguy a glissé une petite phrase qui ne laisse pas de nous intéresser, ou de nous inquiéter...

«La perspective du changement n'est pas forcément reportée à la prochaine échéance électorale, présidentielle ou législative. La lutte continue et nul ne peut aujourd'hui écarter l'hypothèse d'évolution de la situation de nature à avancer l'heure des transformations économiques, sociales et politiques dont le pays ne pourra se passer longtemps encore.»

QUELQUES ELEMENTS SUR LA CRISE INTERNE DU PCF

3 — L'URSS et eux

Oui ou non, l'URSS est-elle socialiste ? On pourrait ainsi résumer le débat de grande ampleur qui se mène au sein du PCF sur ce sujet. C'est une nouveauté si on tient compte du fait que les critiques faites à ce sujet avant les vacances, notamment par le courant elleinsteinien, portaient essentiellement sur l'absence de libertés démocratiques dans le pays de Brejnev.

La contestation, dans ce domaine, s'est à la fois élargie et approfondie. Élargie, en ce sens que parler de l'URSS pour un membre du PCF, c'est bien sûr parler de ce qui se passe là-bas, mais aussi parler des relations qu'entretiennent les partis russe et français, mais aussi parler de la manière dont la direction du PCF est amenée à suivre certaines initiatives soviétiques, surtout en ce qui concerne la politique internationale.

La contestation s'est également approfondie, parce que la reconnaissance

de la nature non socialiste de l'URSS amène les opposants à se poser la question de savoir ce qu'il en est vraiment de ce pays. Il est significatif de constater que le terme de fascisme, appliqué à l'URSS est aujourd'hui utilisé par certains à l'intérieur du PCF. De même que la politique russe en Afrique, et notamment en Érythrée, fait parler d'impérialisme, sans pour cela qu'un système d'explication cohérent ait encore été construit, qui amène à parler en terme de social-impérialisme. Cette question de l'URSS est un point central de la crise du PCF, dans la mesure où, de fait, elle provoque une réflexion sur le projet du PCF, tant du point de vue politique que du point de vue économique. La direction ne s'y est pas trompée, qui a fait écrire, dans des délais record, un livre «L'URSS et nous» qui, tout en soulignant les «imperfections» du régime de

Moscou, en conclut cependant que la base économique, le capitalisme d'État, est bonne, et finalement qu'il convient de considérer l'URSS comme un pays socialiste.

«Recommandé» par le Bureau politique, ce livre a été pendant deux mois la base de débats, pour lesquels les cinq auteurs se sont très largement déplacés. Le scénario de ces débats a chaque fois été le même : la multiplication de points de vue extrêmement critiques vis-à-vis de l'URSS, avant que les auteurs n'en viennent à corriger les choses : «Oui, mais quand même, c'est un pays socialiste», ce qui se traduit au niveau des militants de base dans la ligne par «il y a appropriation collective des moyens de production, donc c'est socialiste, donc c'est positif, donc il faut soutenir».

Le débat a incontestablement franchi un cran supérieur avec la publica-

tion par deux opposants marseillais du livre «Rue du prolétaire rouge». Cela tient au contenu du livre, qui remet les choses à leur place quant à ce que qu'est vraiment l'URSS, mais aussi à la manière dont la direction a réagi : par une campagne de dénonciation des plus vigoureuses, allant même jusqu'à traiter certains membres du PCF, comme les auteurs, «d'anti-communistes».

Face au «repoussoir» soviétique, la direction du PCF a été au plus loin qu'elle pouvait aller dans ses critiques avec la publication de «L'URSS et nous». C'est, semble-t-il, sur cette base-là qu'elle entend traiter de la question au 23^e Congrès. Le fait que ce livre, deux mois après sa sortie, soit très loin de faire l'unanimité illustre là encore la profondeur de la crise du PCF.

Nicolas DUVALLOIS

seulement ; et sur la démarche, pas sur le fond évidemment. Les critiques ont été trop nombreuses et la direction sortante (largement dans les mains du PCF) pourrait, moyennant quelques concessions, ressortir ouvert au PCF avant les élections, pour qu'un «grand débat» ne

du 40^e Congrès confirme ce type d'explication, la direction sortante (largement dans les mains du PCF) pourrait, moyennant quelques concessions, ressortir ouvert au PCF avant les élections, pour qu'un «grand débat» ne

Séguy propose un Comité national d'unité d'action

Parmi les autres thèmes du discours de Georges Séguy, la question de l'unité syndicale. Malgré une attaque en règle contre le «recentrage» de la CFDT en particulier, Georges Séguy propose «l'institution d'un Comité national d'unité d'action, au sein duquel les représentants des centrales syndicales les plus représentatives pourraient régulièrement, à part entière, échanger leurs vues.» On peut se demander quelle réponse obtiendra la CGT après le refus ostensible de la direction CFDT et de F.O. d'assister à ce congrès.

Quelques controverses sur les commissions

La désignation des membres des commissions de travail sur le programme d'action et le document d'orientation a donné lieu à quelques controverses, certains délégués (métallurgie, SNADGI...) contestant le principe même de la liste établie par la direction et se portant candidats à titre personnel ou avec le soutien de leur syndicat. Visiblement peu habituée à ce genre de problèmes, la présidence de séance a eu un certain mal à maîtriser la situation et à organiser un vote sur la question. A l'origine de ces candidatures, comme l'ont expliqué les délégués en question, un doute certain sur la possibilité de voir retenus et discutés des points de ligne qu'ils jugeaient importants.

LA CARTE D'ABONNE AMI DU QUOTIDIEN DU PEUPLE VOUS DONNE DROIT

A un abonnement à

- *Front Rouge*, revue politique et théorique du PCRml
- *Pékin information*
- *La Chine en construction*
- Réception du *Manifeste pour le Socialisme*

et à un livre ou un disque au choix (pour chaque réabonnement, un cadeau supplémentaire au choix)

PARMI LES LIVRES

- LE TOME V DE MAO TSE TOUNG

ou

- *La France de 68* (A. Delale et A. Ragache)
- 500 affiches de mai 68
- *Kuo Mo Jo* : poèmes de 1921 à 1964 traduits par Michelle Loi
- *Adieu camarades* (Roger Pannequin)
- *Argentine : Révolution et contre révolution* (F. Gèze/A. Labrousse).
- *Salaire aux pièces* (Miklos Harastzi)
- *Ecoles rurales, quel avenir* (Collectif «école formation» de Grenoble)
- *Nucléaire danger immédiat (CFDT) et électronique danger* (groupement de scientifiques pour l'information sur l'énergie nucléaire).

PARMI LES DISQUES

- *L'homme qui regarde son pays d'exil* (Higinio Mena, chants argentins)
- *Chants anti-nucléaires* (Comité régional d'information et de lutte anti-nucléaire de Basse Normandie) et *Argentine Solidarité* (COBAS)
- *Poèmes chantés de Palestine, Syrie et Tunisie* (Hedi Guella)
- *Ils se meurent nos oiseaux* (disque édité en soutien aux luttes des bretons frappés par la marée noire).

LIBRAIRIES

Arras	La Mans
Librairie Brunet	Lib. La Taupe (10 %)
21 rue Gambetta	2 quai amiral Lalande
Aix en Provence	Lyon
Librairie quotidienne	Librairie populaire
5 rue Félibre Gault (10 %)	226 rue Duguesclin (3 ^e)
Besançon	(10 %)
Lib. Les sandales	Metz
D'Empédocle	Librairie Géronimo
Place Victor Hugo	Rue du Pont des Morts
138 Grande rue (10 %)	(10 %)
Bourges	Montluçon
Lib. Nathanaël	Le bouillon de culture
4, cours Avaricum	15 rue Barathon (10 %)
Brest	Nice
Lib. Graffiti (10 %)	Le Temps des Cerises
Place Saint Louis	50 bd de la Madeleine
Caen	(10 %)
La Licorne (10 %)	Nantes
Rue Froide	Librairie 71 (10 %)
Clermont Ferrand	50 bd de la Madeleine
Lib. Jean Rome (10 %)	Orléans
1 rue des Gras	Les temps modernes
Evreux	rue N.D. de Recouvrance
Lib. Dubois-Dehayes	(5 %)
rue Chartraine (5 %)	Quimper
Grenoble	Calligrammes
Le livre ouvert	23 rue du Sallé (10 %)
Cours Fontaine (10 %)	Perpignan
La Rochelle	Le Futur antérieur
Lib. La Genette (5 %)	5 rue du Théâtre (10 %)
Rue Rougemont	Reims
	Le grand jeu
	20 rue Colbert

CINÉMA

Paris	Le Canut
Saint-Séverin	32 rue Leynaud (1 ^{er})
12 rue Saint Séverin (5 ^e)	Tarif étud.
Tarif étudiant : 10 F	Nancy
La Clef	Art et Essai cameo
21 rue de la Clef (5 ^e)	16 rue de la Commanderie
Tarif étud.	Tarif étud. : 10 F
Seine Cinéma	Metz
8 rue Frédéric Sauton (5 ^e)	Ciné 35 - Le Pax
Châtelet-Victoria	31 rue de Verdun
19 rue Victoria (1 ^{er})	Perpignan
Tarif étud.	Art et Essai
Lyon	Le cinématographe
Cinématographe	8 rue d'Iena
44 cours Suchet (2 ^e)	Strasbourg
Tarif collect.	Le Club
(5 tickets : 40 F)	3 rue du Vieux
	marché aux vins

Nom (en capitales).....

Prénom.....

Ville.....

Date :

Abonnement normal 350 F

Abonnement de soutien 600 F

... F

Mode de versement : - en une fois - en trois fois

Indiquez par une croix dans les cases vos différents choix.
Découpez et renvoyez au Quotidien du Peuple

BP 225 75924 Paris Cédex 19.

Crédit Lyonnais Agence ZU compte n° 7713 J.

Le prix de l'abonnement est de 350 F, qui peuvent être versés soit intégralement à la commande, soit en trois fois (200 F à la commande, puis 100 F et 50 F), échelonnés sur trois mois. Nos abonnés disposeront d'une carte «abonné-ami», qui leur donnera un certain nombre d'avantages, dont nous publions la liste ci-dessus.

LUTTES OUVRIERES

EBOUEURS LYONNAIS APRES LA REPRISE

● La grève des éboueurs de Lyon s'est achevée. Colomb a cédé très peu de choses. Pourtant le travail a repris, mais non sans difficultés. Déjà avant l'assemblée générale de jeudi matin, les éboueurs en avaient le pressentiment. «L'intersyndicale va appeler à la reprise du travail. On a tenu 18 jours pour des miettes, pas d'accord pour reprendre», «les cartes vont voler en l'air, il faut faire entendre notre voix, au besoin, monter à la tribune». Tels sont quelques uns des propos qui fusaiient dans les groupes de travailleurs massés devant la Bourse du travail avant l'assemblée générale ce jour-là.

L'appel à la reprise permet de mesurer dans les faits le discours soûdisant «pour la lutte» des directions syndicales.

Alors que 1 500 travailleurs en grève étaient rassemblés jeudi matin, si un vote avait lieu, une majorité écrasante se dégagerait pour la poursuite. Or, l'intersyndicale appelait à une assemblée générale le soir à 18 heures (heure à laquelle beaucoup de grévistes ne pouvaient s'y rendre) après qu'elle ait paraphé le projet d'accord avec la mairie... A 18 heures, toutefois, le compte rendu des négociations devait soulever à plusieurs reprises de vigoureuses huées. De larges rangées de grévistes scandaient : «On continue, on continue !»

Les responsables syndicaux appelaient alors à un vote à bulletin secret le lendemain. Des travailleurs

quitteront la salle écoeûrés.

Vendredi matin, le vote dégageait une majorité importante pour la poursuite de la lutte, bien qu'égoûtiers et d'autres services aient été appelés «en toute responsabilité» à reprendre le travail. Des responsables syndicaux trouvaient alors cet argument : le vote n'était pas représentatif, tous les travailleurs n'étant pas présents !

Qu'ont donc obtenu les municipaux ?

- pour les éboueurs, et cantonniers, une «grille lyonnaise» alors qu'ils se battaient depuis 18 jours pour obtenir celle de Paris ! Les immigrés et les auxiliaires en sont exclus ; seulement 30 % des éboueurs et cantonniers pourront y accéder.

- seuls, les égoutiers obtiennent la grille de Paris, les employés de la Courly, les ouvriers de l'usine d'incinération n'obtiennent rien si ce n'est des commissions qui vont étudier le problème dans l'avenir.

- pour certains travailleurs, la prime passe de 50 à 130 F.

- la prime de fin d'année demandée à 3 000 F est de 2 300 F et seulement six journées de grève seront payées.

- rien n'est obtenu sur les week-end de repos, ni sur la prime de transport.

L'intersyndicale présentait cet accord comme «positif et un pas important». Mais examinons rapidement ces vingt jours de conflit.

- D'abord ce fut la longue lutte des municipaux : même en 68, le mouvement n'avait pas connu cet ampleur. Tout au long les

travailleurs sont restés largement mobilisés, présents très nombreux aux assemblées générales et manifestations. Mais ils n'ont jamais pu avoir le contrôle de leur lutte, tout se décidait sans eux, et les assemblées générales bien souvent ont servi à justifier les reculs progressifs de l'intersyndicale.

- L'administration Colomb a joué la carte du pourrissement : 20 jours d'intransigeance, de menaces contre les grévistes et de tentatives pour dresser les Lyonnais contre eux.

- Des mesures bien insuffisantes de popularisation ont été prises, alors que 12 000 tonnes d'ordure s'entassaient dans les rues. Aucune collecte n'a été organisée, aucune jonction n'a été réalisée avec d'autres secteurs en lutte...

- L'armée n'est intervenue que deux jours, révélant certaines contradictions entre Matignon et la mairie de Lyon, et au sein même de la mairie, mais aussi d'énormes difficultés à employer les jeunes travailleurs sous l'uniforme à des tâches de répression.

- Il est indéniable qu'une partie très importante des grévistes était prête à

aller très loin. D'ailleurs le fait que de nombreux services se soient mis en grève, soit sur leurs revendications, soit par solidarité, montre que l'extension de la lutte à la totalité de la Courly Ville de Lyon, était ressentie comme une nécessité et qu'elle était possible.

- La manière dont cette lutte s'est terminée et a été cassée va être durement ressentie. Il se peut qu'une frange importante de travailleurs et de syndicalistes laissés sans perspectives, brimés dans leur désir d'offensive, ne puissent concrétiser les acquis de la lutte. Il s'agit alors d'en tirer les enseignements avec le plus de travailleurs possible afin de surmonter le découragement. Et surtout de bien montrer la nécessité de se battre dans nos syndicats, pied à pied pour imposer la voie de la lutte et reprendre en main sa direction. De nombreuses cartes syndicales ont été déchirées mais comme le disait un éboueur à l'issue de l'assemblée générale «le syndicat, c'est nous, il ne faut pas qu'ils l'oublient».

Correspondant

téléphonez
au
quotidien
636 73 76



25 MILLIONS POUR QUE VIVE LE QUOTIDIEN

Gers	310	CTA : Des patriotes guadeloupéens	80
Toulouse	200	CTA : P.N.	105
C.B.	200	CTA : R.	50
Montmirail	200	Mondor : Dédé	50
P. et N.	200	Mondor : J.P.	10
Paris	500	Ventes	83
M.J.	500	E.L.	20
Lille	100	M.R.	10
J.C.	100	M.R.	20
J.R.	50	M.R.	50
F.P.	50	Morsaing	
J.B.M.	100	F.P.	400
Montceau les Mines	60	Vitry	
Les parents d'un camarade	40	F.	200
Ouvrier de Michelin	40	D.	200
P.B.	100	Vente	50
Rouen	50	TOTAL	3 846
Cellule Dimitrov du PCML «pour l'unité des ML»	50	ANCIEN TOTAL	206 931
Evreux	400	NOUVEAU TOTAL	210 777
J.P.H.	400		
Créteil			

Pour les 25 millions du Quotidien du Peuple, je verse

Nom :

Adresse :

F.

Etablir les chèques à l'ordre du Quotidien du Peuple : CCP ; centre Paris, compte N° 23 132 48 F

Crédit Lyonnais : agence ZU 470 compte N° 7 713 J

Sescosem (St Egrève)

LA JUSTICE DU COTE DES PATRONS

● A la fin de la semaine dernière (le 23 novembre), dans l'après-midi, une quinzaine d'ouvrières de l'atelier «masque» de la Sescosem à Grenoble, ont comparu devant le tribunal des référés, accusés «d'entraves à la liberté du travail et atteinte au droit de propriété». On sait que les ouvrières de l'atelier «masque» sont en grève depuis près de cinq semaines pour obtenir un système de classification qui n'entraîne pas la division et qui prenne en compte la qualification et l'ancienneté. «L'atelier

concerné» (par la grève actuelle NDLR), a souligné l'avocat de la direction de la Sescosem lors du procès, «est un secteur stratégique pour l'ensemble de la production de l'usine». Une façon de dire qu'il faut en finir avec cette grève et au plus vite : le jugement devrait être rendu dès lundi sans attendre la séance régulière de mercredi. (Une réunion extraordinaire donc, tout comme celle qui avait eu lieu jeudi).

Pourtant, dans un premier temps le président avait déclaré : «Je rendrai mon jugement dans 8 jours», puis se reprenant, annonce : «Mercredi prochain». Maître David (l'avocat de la Sescosem), dut le rappeler à l'ordre, en lui chuchotant à l'oreille quelques mots, dont nous ignorons le contenu et qui ont décidé le président à travailler plus rapidement. Pour la direction, les choses ne doivent pas traîner, d'autant que l'écho que rencontre la lutte commence à se concrétiser dans le reste de l'usine, par une participation plus importante aux débrayages et aux débats sur la question des classifications. De leur côté, les ouvrières de l'atelier et de la CFDT n'ont pas jugé nécessaire d'entrer dans le jeu de cette mascarade, et ont notamment déclaré : «Messieurs, contrairement à nos habitudes, nous ne vous demanderons pas de délai pour préparer notre défense car aujourd'hui nous avons décidé de ne pas nous défendre. Pourquoi ? Parce que pour nous le résultat est connu d'avance. Nous savons que lorsqu'il vous est demandé de trancher une affaire qui oppose le

patron aux ouvriers, vous donnez toujours raison au patron : nous ne disons pas cela à la légère, nous le disons sur la base de notre expérience (...).

Nous disons que votre justice n'est pas juste, elle est du côté des patrons, du côté des riches. Une fois encore, la direction peut faire venir un huissier constater ce qu'elle veut, prendre les noms que lui donne la direction sans même nous les demander à nous. Nous, nous n'avons pas le droit de faire venir un huis-

sier pour constater les choses de notre point de vue. De plus nous savons que nous sommes dans notre juste droit, nous ne le quémandons pas, nous nous battons pour lui. Nous avons raison, nous ne demandons que la reconnaissance de notre qualification professionnelle. Nous ne voulons plus, parce que nous sommes des femmes, toujours être considérées comme des travailleurs au rabais, des travailleurs inférieurs.

On nous accuse de bloquer les portes : que blo-

quons-nous ? Nous n'avons même pas les clés des locaux, ce sont les mêmes qui nous accusent et qui les ont dans leurs poches.

Tout cela ne rime à rien, nous ne voulons que nos revendications, nous nous battons aussi longtemps qu'il le faudra. Nous sommes soutenus dans notre lutte par notre syndicat CFDT.

Correspondant

CGEE Alstom (Villeurbanne)

Mouvements de grève contre les cadences

La semaine dernière un débrayage de 6 heures a révélé la combativité des travailleurs de la CGEE. Leurs raisons de lutter ne manquent pas, et depuis la rentrée de septembre, la lutte est quotidienne.

D'abord le licenciement répressif d'une travailleuse. Ensuite parce que les ouvrières se battent contre le rendement et que la direction leur enlève 120 à 400 francs sur leur paye. Et

tout récemment l'embauche de travailleurs en fin de contrat se transforme en emplois d'intérimaires... sans oublier de sérieuses menaces sur l'emploi mais la direction reste muette.

Depuis cette semaine, les filles de la chaîne des Wynckier débrayent chaque jour une heure contre l'introduction des nouvelles cadences et depuis quinze jours, une formule originale a été mise au point. Les

ouvriers des chaînes d'alentour versent de un à deux francs par jour de soutien, ce qui permet aux filles de continuer à débrayer et aux travailleurs d'être partie prenante de la lutte. Une affiche est apposée : nombre d'heures de grève, argent récolté, répartition.

La semaine dernière, au piquet, les discussions étaient nombreuses : passer à une étape supérieure

de la lutte ? Faut-il envisager l'occupation ? Dans l'immédiat, une exigence est claire pour tous : «Il faut tout mettre en œuvre pour gagner».

De toute façon, sur la base des acquis des grèves précédentes, il est nécessaire de construire un rapport de force solide pour faire céder le patron : cela signifie dépasser les divisions de boutique syndicale, surmonter les divisions

entre embauchées et intérimaires, multiplier les réunions et les débats. A cet égard, l'attitude de la plupart des intérimaires est significative. Bien que des primes leur aient été proposées, si elles ne participaient pas au mouvement, elles se sont jointes sans hésiter à leurs camarades embauchées.

Correspondant

● De multiples délégations d'Europe de l'Est ont rendu visite au PCE depuis le mois d'octobre : Roumains, Hongrois, Bulgares, et Allemands de l'Est plus récemment. Que signifie cette étrange ballet entre un parti qui stigmatisait il y a peu encore l'attitude de grande puissance de l'URSS, et des partis qui à des degrés divers — à l'exception des Roumains — suivaient Moscou dans ses anathèmes contre «l'euro-communisme» ? Officiellement, les dirigeants du PCE répondent que ces visites ont lieu logiquement à la suite du Congrès du printemps dernier et qu'elles n'avaient jamais pu avoir lieu sous le franquisme. Cependant, il est difficile de se contenter de cette explication. Cette reprise pressante des relations s'inscrit dans un contexte international, national et interne au PCE, qui apparaît propice.

CHANGEMENT DE CAP DE L'URSS PAR RAPPORT A L'EURO-REVISIONNISME

Au plan international, l'URSS est mécontente de la percée diplomatique chinoise en Europe, illustrée par les relations avec la Roumanie, et le voyage de Houa Kouo-feng, en Yougoslavie. Preuve que les révisionnistes soviétiques ont des visées très précises sur l'Europe, la déclaration conjointe de Berlinguer et de Brejnev à Moscou le 11 octobre dernier, aux termes de laquelle, les Soviétiques accepteraient de reconnaître ta-

citement le compromis historique en échange de concessions sur les questions internationales : Berlinguer se serait engagé à soutenir les thèses soviétiques sur la défense et la sécurité en Europe, et sur Helsinki.

LA POURSUITE DU MALAISE INTERNE

A l'intérieur même du PCE, les révisionnistes d'Europe de l'Est, présents aux derniers Congrès, ont pu jouer sur le manque d'homogénéité du PC espagnol. Deux faits sont venus récemment confirmer ces possibilités : lors

de la dernière conférence nationale du PSUC (PC de Catalogne), le courant du «léninisme» (en fait assez proche de l'URSS sur certains points) l'a emporté. D'autre part, le malaise existant au sein du PC des Asturies n'a pas été résorbé et on s'achemine vers l'exclusion d'Alvares Areces, ex-secrétaire général des Asturies et ancien membre du Comité central qui a critiqué «la tendance à l'expulsion de toute une série de militants qui se trouvent sur une position critique par rapport à la ligne politique actuelle du Parti, et qui fondamentalement est en relation avec des principes organisationnels de type stalinien». Areces accuse également Carrillo d'évaluer cette opération. Pour jouer dans des sens divergents, ces

faits n'en constituent pas moins une base objective de pression utilisable par l'URSS.

UNE QUESTION DECISIVE : L'ENTREE DE L'ESPAGNE DANS L'OTAN

La structure intérieure de l'Espagne risque de mettre en difficulté le PCE sur deux points. D'abord, en politique étrangère, la question de l'intégration de l'Espagne à l'OTAN, se précise. Il est évident que l'URSS voit d'un mauvais œil le renforcement du flanc sud de l'OTAN (Espagne et Portugal) sur lequel elle avait caressé des projets. La politique de l'UCD de Suarez consiste

aujourd'hui à pratiquer une entrée de fait de l'Espagne : coordination de l'armée espagnole avec le commandement de l'OTAN, modernisation et en partie intégration des équipements, qui vont pour une base très importante aux Canaries. Ainsi, il ne resterait plus qu'à entériner un fait accompli.

Mais voici que Santiago Carrillo, qui un temps avait déclaré qu'il acceptait la présence de bases américaines en Espagne, pour ne pas bouleverser l'équilibre des forces entre les deux superpuissances, demande aujourd'hui que le débat sur l'entrée ou non de l'Espagne dans l'OTAN soit reporté... à 1986 ! Il s'agit là d'une proposition on ne peut plus opportune pour l'URSS !

L'HOMME DE MOSCOU

Il est encore difficile de savoir si cela correspond à un renoncement plus ample aux thèses euro-révionnistes en matière internationale, mais il faut constater qu'au moment même où se développe une campagne contre les espions soviétiques en Espagne, le PCE garde le silence le plus total. Or l'affaire Mendoza (l'homme de Moscou) lié au KGB, qui était hier encore vice-président du Real Madrid, et qui dirigeait la Société d'Import-Export Prodeg, concluant l'essentiel du commerce entre l'URSS et l'Espagne) est en train de prendre des propositions importantes et s'ajoute aux liens entre l'URSS et le MPAIAC de Carrillo.

Hélène VARJAC (à suivre)

INTERNATIONAL

RECHAUFFEMENT DES RELATIONS ENTRE LE PCE ET MOSCOU

● Zimbabwe : manifestations contre la conscription de jeunes dans l'armée de Schmidt

Vendredi dernier, en plein centre de Salisbury, plusieurs centaines de lycéens et d'étudiants ont manifesté contre l'enrôlement de force des jeunes dans l'armée raciste. Ils avaient des banderoles sur lesquelles étaient inscrits des mots d'ordre tels que : «*Nous ne sommes pas des traîtres, nous ne tirerons pas sur nos frères !*». Les racistes ont décidé de se servir des jeunes Africains comme de chair à canon : ils les mettent systématiquement en première ligne dans les opérations militaires. Mais cette mesure s'est déjà retournée contre eux. Outre les manifestations de protestation comme celle de la semaine dernière, les désertions sont de plus en plus nombreuses : les jeunes enrôlés de force passent rapidement dans les rangs de la guérilla.

La semaine dernière, le gouvernement raciste de Smith a annoncé que de nouvelles régions seraient soumises à la loi martiale : c'est désormais dans 75 % du pays qu'est appliquée la loi martiale : les racistes avouent eux-mêmes qu'ils ne contrôlent plus la plus grande partie du pays.

D'autre part, le Premier ministre britannique Callaghan a annoncé qu'il envoyait en mission spéciale en Afrique Australe Cledwyn Hughes, ancien ministre, pour tenter de mettre sur pied une nouvelle fois une «*conférence de toutes les parties*» sur le Zimbabwe. De son côté, Young, ambassadeur de Carter à l'ONU a décidé d'ajourner un voyage en Afrique Australe prévu cette semaine. L'impérialisme US semble laisser davantage l'initiative et les responsabilités aux Britanniques dans la période actuelle.

● Ethiopie-URSS : publication du traité d'agression

Moscou vient de publier le «*traité d'amitié et de coopération*» de vingt ans signé par Brejnev et Mengistu. Ce traité stipule que les deux États «*continueront à coopérer dans le domaine militaire*». L'article 4 précise qu'ils «*continueront à faire encore tous leurs efforts en vue de sauvegarder la paix internationale*», l'article 6 qu'ils «*procéderont à des consultations mutuelles sur les importantes questions internationales concernant directement les intérêts des deux pays*».

Ce traité qui lie encore plus étroitement le dictateur éthiopien à son protecteur soviétique, a donné le signal de départ d'une nouvelle offensive des troupes de Mengistu et du corps expéditionnaire soviéto-cubain contre le peuple érythréen en lutte pour son indépendance.

Selon certaines informations, le corps d'armée éthiopien qui a lancé cette attaque est fort de 120 000 hommes avec 2 000 Cubains disposant d'armement lourds, de deux généraux et de 230 officiers soviétiques. Dans un communiqué militaire, le régime de Mengistu déclare avoir «*nettoyé*» la route Asmara-Massaoua. Mais le FPLE, dans la déclaration qu'il avait faite la semaine dernière, avait annoncé qu'il avait effectué un repli tactique de cette zone.

● Nicaragua : Carter cherche une solution

La semaine dernière, Somoza a rejeté la médiation patronnée par les Américains proposant l'organisation d'élections sous contrôle international et le départ immédiat du dictateur au cas où il n'obtiendrait pas la majorité. Ce plan avait d'ailleurs été rejeté également par l'opposition sandiniste qui continue la lutte armée : quatre membres de la «*garde nationale*» ont été tués par les guerilleros dans des affrontements au sud du pays.

D'autre part, la tension croît entre le Nicaragua et le Costa Rica. Les deux pays ont rompu leurs relations diplomatiques à la suite d'incidents frontaliers, Somoza accusant le Costa Rica de servir de base de départ à la guérilla. Alors que, selon certaines sources, le Venezuela s'appropriait à fournir des avions au Costa Rica, le département d'État américain lui a adressé une mise en garde, affirmant qu'«*une intervention extérieure dans les affaires du Nicaragua ne serait pas dans l'intérêt de la paix, ni d'une solution négociée*».

DECLARATION DE TROIS MAIRES DE CISJORDANIE OCCUPEE AU SUJET DE CAMP DAVID

● Au début de novembre, plusieurs maires des territoires occupés de Cisjordanie ont été invités à une conférence organisée à Londres par l'Association britannique d'Amitié avec le monde arabe. Les maires de Naplouse, Hebron et Ramallah ont envoyé un message où ils expliquent leurs positions. Nous en publions en large extrait.

La semaine dernière, l'un d'entre eux, le maire de

«*Nous tenons à dire en premier lieu que les Palestiniens des territoires occupés ressentent la nécessité urgente d'arriver à une paix juste et durable. Cette profonde aspiration les rend très réceptifs à tout ce qui pourrait constituer une base de cette paix dans la région. Malheureusement, les accords de Camp David ont été pour eux une grande déception. Peut-être la déception du siècle.*

Nous fondons cette appréciation et les conclusions auxquelles nous sommes arrivés sur les constatations suivantes :

1) La signature d'un traité entre Israël et l'Égypte ne dépendra pas d'un accord définitif concernant les Palestiniens. Le «*sommet*» de Camp David a pour but en fait un traité de paix séparée entre Israël et l'Égypte, destiné à écarter l'Égypte de la zone du conflit arabo-israélien.

2) Les accords de Camp David laissent sans solution la question centrale : celle du sort des Palestiniens.

3) Le traité stipule que les négociations doivent être menées entre l'Égypte, Israël, la Jordanie et les Palestiniens résidant dans les territoires occupés, et doivent aboutir, entre autres, à un traité de paix entre Israël et la Jordanie.

Or, au Sommet de Rabat il y a 4 ans — et plus tard aux Nations Unies — l'OLP a été reconnue comme seul représentant légitime des Palestiniens. Mais il n'est fait aucune mention de l'OLP dans les accords de Camp David.

4) Dans le cadre proposé pour la paix au Moyen Orient :

a) Israël ne s'engage en aucune façon à mettre fin à l'occupation dans un délai donné. En fait, les accords ont évité de se prononcer sur la prétention d'Israël à maintenir sa souveraineté sur la rive occidentale et la Bande de Gaza.

b) Les accords ne disent rien sur la question des colonies juives. S'il est vrai que le président Carter a indiqué qu'il y aurait un «*gel*» dans la création de nouvelles implantations pendant la période des négociations, il a dit également qu'il n'était pas contre l'extension des colonies existantes. Or, c'est le prétexte qu'Israël a utilisé dans le passé pour camoufler l'installation de nouveaux centres de peuplement.

c) Selon le texte des accords, Israël aura le droit de maintenir dans les territoires occupés, pendant la période transitoire, une présence militaire en certains points déterminés.

Ramallah a été interpellé et interrogé par la police. Il a voulu assister à un procès opposant des paysans palestiniens à l'armée israélienne qui les avait expropriés de force. Il a été expulsé violemment de la salle, puis retenu par la police. Le maire de Ramallah, sous prétexte d'«*infraction à l'ordre public*» est aujourd'hui menacé de destitution par l'occupant sioniste.

Une clause prévoit également la création de zones démilitarisées.

d) Aucune mention n'est faite sur le sort des Palestiniens déplacés en 1947.

e) Aucune mention n'est faite concernant le statut de Jérusalem-Est.

f) Le concept d'«*auto-détermination*» pour les Palestiniens n'apparaît nulle part dans le texte de ces accords.

Une formule significative revient constamment dans le document ; celle de «*avec l'accord de toutes les parties concernées*», qui entend par là l'Égypte, Israël, la Jordanie et le Conseil administratif palestinien. Outre que cette formule exclut l'OLP des négociations, elle revient à donner à Israël un droit de veto dans des domaines tels que :

1) Quels Palestiniens, autres que des habitants de la Rive occidentale et Gaza pourraient être inclus dans les délégations égyptienne et jordanienne ?

2) La nature de l'autorité soi-disant «*autonome*» chargée d'administrer la Rive occidentale et la Bande de Gaza ?

3) Quels réfugiés — chassés de chez eux par la guerre de 1967 — pourront revenir sur la Rive occidentale et à Gaza ?

4) Toute décision des

Palestiniens qui paraîtrait aux Israéliens «*préjudiciable à la sécurité*» — une clause qui supprime pratiquement le peu d'autonomie que pouvait laisser le régime prévu...

5) Le statut définitif qui doit suivre la période intermédiaire de 5 ans, en ce qui concerne la Rive occidentale et Gaza. C'est là le point le plus important. Car Israël peut opposer son veto à toute décision qui tendrait à l'établissement d'un État palestinien indépendant. Le Secrétaire d'État Vance aurait dit que, non seulement Israël pourrait exercer ce droit de veto, mais qu'il le ferait certainement pour empêcher la création d'un État palestinien.

En résumé, les participants du Sommet de Camp David ont systématiquement négligé le problème palestinien sous la triple force de son peuple, de sa terre et de sa direction représentative. La paix ne peut être obtenue sur de telles bases. Une véritable paix exige que soient reconnus le peuple palestinien et son droit de vivre dans son propre État, sur sa propre terre, et que cette reconnaissance s'adresse à son représentant authentique, l'OLP. (...)»

LA «VOIX DE LA FRANCE» AU GABON

Au cours de la discussion au Sénat du budget de la coopération, le ministre Galley a affirmé que le gouvernement s'efforcera de promouvoir la diffusion du français en Afrique. Galley a exprimé l'intention d'utiliser l'important émetteur radio de Mayobi, au Gabon, «*audible d'Alger au Cap et de Dakar à l'Océan Indien*».

TCHAD : UN LÉGIONNAIRE TUÉ

Un légionnaire français a été tué vendredi et deux autres blessés au cours d'un combat opposant des troupes du Frolinat aux troupes d'intervention française. Le Frolinat a attaqué à plusieurs reprises des postes tenus par les forces gouvernementales et le corps expéditionnaire ces derniers jours.

PORTUGAL : AGRESSION FASCISTE

Deux cents fascistes ont saccagé les sièges de plusieurs partis de gauche, vendredi à Porto. Certains portaient des chemises noires et des brassards à croix gammée et faisaient le salut nazi, réclamant le «*retour à la politique de Salazar*».

PARAPLUIE DU KGB : UN SUSPECT

Scotland Yard a identifié un suspect dans l'affaire du dissident bulgare Markov, assassiné par une piqûre faite grâce à un parapluie. Il s'agirait d'un médecin bulgare travaillant dans un hôpital d'Allemagne de l'Ouest.

INDE

La semaine dernière, cent mille ouvriers indiens ont manifesté à New Delhi devant le parlement contre une nouvelle «*loi sur les relations industrielles*» qui restreint le droit de grève et les libertés syndicales.

● Manœuvres militaires occidentales dans la région des Caraïbes

Après la livraison de MiG 23 à Cuba par les Soviétiques, les USA ont annoncé l'organisation de grandes manœuvres navales et aériennes anglo-américaines dans le Golfe du Mexique et au Nord-Est des Caraïbes. Les manœuvres mettraient en jeu plusieurs dizaines de bâtiments, plusieurs centaines d'avions et des sous-marins nucléaires. Il s'agirait des exercices les plus importants organisés dans cette région depuis 1962. Selon la Pravda, qui avait considéré la livraison de MiG 23 à Cuba comme «*purement défensive*» ces manœuvres constituent «*une provocation anti-cubaine*».

● Algérie : légère amélioration de l'état de santé de Boumediène

Houari Boumediène est sorti de son coma profond, et son état ne nécessiterait plus l'emploi d'un rein artificiel. Néanmoins l'état du président reste grave et il ne peut être opéré du cerveau qu'à condition de reprendre conscience. Le Conseil de la Révolution a exclu définitivement un éventuel retour du chef d'État à son poste vu la gravité de son état.

Conférence générale de l'UNESCO

LES PAYS DU TIERS-MONDE RECLAMENT UN NOUVEL ORDRE MONDIAL DE L'INFORMATION

Par Frank ROUSSEL

● A l'heure où les pays du Tiers Monde luttent pour instaurer un «nouvel ordre économique mondial», la 20^e session de la Conférence générale de l'UNESCO (Organisation des Nations Unies pour l'éducation, les sciences et la culture) a adopté, mercredi 22 novembre, une déclaration sur l'information et la communication qui marque «les aspirations des pays en voie de développement à l'instauration d'un nouvel ordre mondial de l'information et de la communication plus juste et plus

efficace». Ce texte, bien que ne satisfaisant pas toutes les revendications des pays du Tiers Monde en matière d'information, constitue une étape importante dans l'établissement d'un nouvel équilibre et d'une meilleure réciprocité de la circulation de l'information, réclamée à maintes reprises dans les sommets des pays non-alignés ainsi qu'au Colloque international sur l'infrastructure de la collecte et de la diffusion de l'information qui s'est tenu à Stockholm en avril dernier.

puissances impérialistes — dont la domination est actuellement remise en cause — de prétendre le faire :

Les Soviétiques aussi présentent une image déformée du Tiers Monde, la puissante agence Tass participant également à l'étouffement des informations issues du Tiers Monde. Les critères de Tass, basés sur la non-reconnaissance du mouvement des non-alignés et l'entreprise systématique pour diviser le Tiers-Monde en 2 camps : les «régimes progressistes» d'un côté : Ethiopie, Vietnam, Cuba et de l'autre les «régimes réactionnaires» : Arabie Saoudite, Egypte, Somalie, correspond en réalité au seul critère reconnu par Moscou : d'un côté les amis de l'URSS, de l'autre ceux qui s'opposent à lui. Dans le contexte de la Conférence générale de l'UNESCO, l'URSS a soutenu partiellement les propositions des pays du Tiers Monde, plus particulièrement celles recommandant un renforcement du contrôle étatique sur l'information. Si l'URSS tient un tel discours, c'est parce qu'elle considère que la presse occidentale s'attache trop à parler des dissidents soviétiques. Elle menace les pays qui diffusent ce genre d'information en exerçant un chantage consistant à faire reposer les relations avec ses pays sur le degré d'hostilité de leur presse vis-à-vis de l'URSS. Ainsi s'explique la réaction de l'agence. Lorsque les Soviétiques réclament un droit de contrôle sur l'information les concernant, ils le font dans un sens différent des pays du Tiers Monde, pour justifier leur intervention dans les affaires intérieures d'un pays.

Si l'URSS a semblé un moment soutenir les positions du Tiers-Monde à la Conférence générale de l'UNESCO, son attitude n'a pas fait illusion longtemps, car l'URSS ne soutenait pas le mouvement des pays non-alignés, n'a donc pas soutenu leur regroupement autour de l'agence Tanyoug, juste tentative pour ces pays de sortir de l'isolement et de disposer de leurs propres moyens d'information.

L'opposition des pays occidentaux n'a pu empêcher que le texte finalement adopté le mercredi 22 novembre par la Conférence de l'UNESCO, stipule la nécessité «d'une circulation libre et une diffusion plus large et mieux équilibrée de l'information» en reconnaissant «les aspirations des pays en voie de développement à l'instauration d'un nouvel ordre de l'information».

A la Conférence générale de l'UNESCO, les pays victimes de l'impérialisme culturel ont exprimé leur désir de parvenir à mieux contrôler les nouvelles diffusées dans leurs pays et sur leurs pays, par les 5 agences de presse (USA : Associated Press, United Press Information, URSS : Tass, GB : Reuter, France : AFP), véritables multinationales de l'information qui exercent leur monopole à l'échelle mondiale. Chacune de ces agences a des bureaux dans 100 à 150 pays, elles collectent des centaines de milliers de mots par jour et, en comptant la distribution nationale, en omettent des millions qui sont la matière principale de la presse et des radios de presque tous les pays. C'est ainsi que le lecteur malien n'apprendra ce qui se passe au Sénégal, pays pourtant voisin, que par l'intermédiaire d'agences dont les rédactions sont à New-York, Londres, Moscou, ou Paris. Ces agences affectent 38 % de leurs correspondants au Tiers-Monde, et sélectionnent leurs informations selon la place qui leur est consacrée dans la presse occidentale. En dehors des agences mondiales, un très petit nombre d'agences de presse nationale disposent de bureaux ou de correspondants à l'étranger pour collecter ou diffuser les nouvelles. Elles sont donc totalement tributaires des grandes agences de presse.



Ces écoliers du Rwanda expriment la soif de connaissance du Tiers Monde qui s'est exprimée à l'UNESCO à travers l'exigence d'un nouvel ordre de l'information.

UN POOL D'AGENCES POUR LE TIERS-MONDE

Face à ce monopole de l'information, depuis 1975, les pays non-alignés se sont organisés autour de l'agence yougoslave Tanyoug pour se doter d'un pool qui regroupe maintenant plus de 40 agences et échange des matériaux par l'intermédiaire de 13 agences servant de centres de redistribution. Les membres du pool Tanyoug ont le droit d'envoyer leurs nouvelles à n'importe quel centre régional de redistribution (les centres sont en Yougoslavie, à Cuba, en Inde, en Tunisie, au Maroc et en Irak) ou de fonctionner eux-mêmes comme un centre régional de redistribution. Chaque pays est à même de contrôler toutes les nouvelles qui le concernent apparaissant sur le pool Tanyoug.

SOUS-INFORMATION ET INTOXICATION DU TIERS-MONDE

Les réseaux de communications existants correspondent presque exactement aux anciennes liaisons coloniales. Il en résulte une tendance à canaliser dans le sens nord-sud la circulation des nouvelles et à empêcher les échanges entre pays du Tiers-Monde. Ainsi la liaison verticale dans le sens nord-sud n'est pas seule à être remise en cause, mais également la liaison horizontale

entre les différents pays du Tiers Monde qui ne s'effectue pas en raison de l'absence de structure.

L'INFORMATION A SENS UNIQUE

Les exemples de déformation systématique de la réalité par les multinationales de l'information abondent. Il est pratiquement impossible de connaître les réactions et la position du Mozambique dans la presse occidentale lorsque ce pays est victime sur son territoire d'agressions armées de la part du régime raciste de Salisbury. La version du gouvernement raciste rhodésien est par contre largement rapportée, ce qui restitue une information systématiquement déformée sur la situation en Afrique australe. De même, la presse occidentale par le canal de ses agences, véritables pieuvres qui déforment sur la situation en Afrique australe. De même, la presse occidentale par le canal de ses agences, véritables pieuvres géantes, dénature et faussent en permanence les informations concernant l'OPEP, refusant de reproduire les déclarations des pays membres ou les tronquant de manière à en changer le sens et amplifiant ou créant des divergences entre pays du Tiers Monde qui relèvent plus du désir des pays impérialistes que partant de la réalité. C'est en fait pour la liberté d'intoxiquer et de faire passer sa

propagande et son idéologie réactionnaire que l'impérialisme se bat, et pour éviter tout contrôle des Etats sur l'information les concernant.

Mustapha Masmoudi, ministre tunisien de l'information, l'a clairement indiqué dans son intervention à l'UNESCO : «Près de 80 % des informations qui circulent dans le monde émanent des grandes agences transnationales qui ne consacrent que 20 à 30 % seulement de ces informations aux pays en voie de développement, lesquels pourtant rassemblent près des 3/4 de l'humanité... En ne communiquant aux pays en voie de développement que les nouvelles qu'ils ont traitées, c'est-à-dire filtrées, tronquées et dénaturées, les systèmes transnationaux d'information imposent aux nations en développement leur manière de voir le monde. Il en résulte que des communautés parfois proche géographiquement les unes des autres, ne se connaissent que par le truchement de ces systèmes transnationaux».

Le nombre de postes de télévision est de 117 pour 1 000 habitants. La répartition de ces chiffres par région montre qu'il y a un récepteur pour 2 personnes en Amérique du Nord, 1 pour 4 en Europe et en URSS, 1 pour 12 en Amérique latine, 1 pour 40 dans les pays arabes et en Asie et seulement 1 pour 500 habitants en Afrique. Mustapha Masmoudi lui-même poursuit : «De nos

jours, la publicité, les revues et les programmes de télévision constituent autant d'instruments de domination culturelle et d'aculturation du fait qu'ils véhiculent vers les pays en voie de développement des messages nuisibles à leurs cultures, contraires à leurs valeurs et préjudiciables à leurs objectifs et à leurs efforts de développement».

POUR UN MEILLEUR CONTRÔLE DE L'INFORMATION

Les aspirations du Nouvel ordre mondial de l'information s'apparentent au nouvel ordre économique mondial dans la mesure où il traduit une même revendication et procède d'une même exigence fondamentale. Pour arriver à sa définition, les pays du Tiers-Monde sont partis de ces quelques constatations :

— La communication est un élément essentiel de l'indépendance culturelle, elle même inséparable de l'indépendance politique.

— L'écart s'agrandit entre les pays qui disposent des moyens de répandre leur information et ceux qui ne bénéficient pas de cette possibilité.

— L'assistance doit être facilitée aux pays qui désirent renforcer leurs capacités en matières de communication.

— La communication à sens unique doit être remplacée par un échange de messages tous azimuts, et la communications verticale complétée par une communication horizontale. Partant de ces constatations, les Etats du Tiers Monde ont montré un souci légitime de disposer des moyens pour diffuser leur propre information et pour contrôler les informations qui les concernent. D'où leur exigence d'un meilleur contrôle de l'Etat sur l'information. Cette revendication a soulevé un tollé parmi les pays impérialistes qu'elle vise. En réaction, les USA se sont érigés en défenseur selon leur propre expression de la «liberté de la presse menacée par les contrôles étatiques». L'ambiguïté qui réside dans un contrôle étatique peut effectivement donner lieu à des abus entre les mains de régimes fascistes, mais c'est aux peuples de ces pays que revient le rôle de les empêcher et non pas aux USA ou à d'autres

Quelques chiffres

Sur les 200 dépêches transmises par Tanyoug la semaine dernière, 40 % concernent les activités des gouvernements des pays non-alignés, 25 % concernent le commerce, l'aide ou le développement, 10 % portent sur les travaux des organismes internationaux tels ceux des Nations-Unies ou de l'UNESCO, 7 % traitent des mouvements de libération. Les différends entre pays non alignés représentent 20 % des dépêches, tandis que 18 % mentionnent la Yougoslavie ou le gouvernement yougoslave. Seulement 2 % donnent des informations sur les assassinats, les famines et les catastrophes naturelles, alors que ces nouvelles constituent une part importante des informations publiées par la presse occidentale sur le Tiers-Monde.

LE PRESIDENT LIBANAIS EN VISITE A PARIS

Le président libanais Elias Sarkis est à Paris depuis lundi, pour une visite officielle de 3 jours. C'est la première visite du chef de l'Etat libanais dans une capitale occidentale depuis qu'il a été élu en 1976. Les conversations franco-libanaises porteront entre autres, sur la question du renouvellement de la FINUL (Force Intérimaire des Nations Unies au Liban) au delà du 17 janvier prochain et sur la réorganisation de l'armée libanaise dont découle le départ du contingent de l'ONU. A l'intérieur de cette force, le contingent français reste le plus nombreux : 1 300 hommes sur un total de

6 000. Au cours des entretiens bilatéraux, il sera également question de l'aide militaire française au Liban qui porterait sur des chars AMX, des missiles de type Mlián, ainsi que des fusées sol-sol. A propos de cette visite, le ministre français des Affaires étrangères Guiringaud a fait une déclaration au sujet de la présence palestinienne au Liban qui cautionne le refus des accords de Camp David de prendre en compte les aspirations du peuple palestinien. A ce sujet, le ministre a notamment déclaré : « Une fois que les Palestiniens auront recouvré une entité palestinienne, ils

pourront demeurer au Liban, non plus en tant que réfugiés étrangers participants à la vie du pays... C'est vers cette solution qu'il faut s'acheminer.

Autrement dit, pour Guiringaud, le peuple palestinien devrait se contenter d'une vague déclaration figurant dans les accords de Camp David concernant l'autodétermination de la Cisjordanie et continuer à vivre en exil au Liban. Voilà donc la fameuse « entité palestinienne » dont parle Guiringaud et qui n'a rien à voir avec le droit au retour dans sa patrie d'origine, à laquelle le peuple

palestinien ne renoncera jamais.

Sadate lui aussi, préoccupé de l'exil du peuple palestinien, a déclaré à la suite de la publication du projet de traité Egypto-Israélien : « Il y a des problèmes et cela prendra du temps. Mais je ne suis pas pessimiste. Tôt ou tard, nous signerons un accord avec Israël, c'est un fait. Des problèmes il y en a puisque Sadate met comme condition à l'établissement de relations diplomatiques avec Israël, la fixation de la date des élections en Cisjordanie et à Gaza.

Frank ROUSSEL

● L'Aurore : mort prochaine ?

La fin de semaine a été très agitée à L'Aurore, après que les accords avec Hersant aient été rompus. Vendredi matin, la conférence de rédaction a été l'occasion d'un vif affrontement entre le directeur Pierre Janrot, un ancien de l'équipe Hersant, et le rédacteur en chef Roland Faure. Les journalistes de L'Aurore ont un moment envisagé de publier un éditorial donnant leur position, ou, si la direction s'y opposait, de laisser un « blanc » à la une du journal. Finalement, ils se sont repliés sur une grève des signatures... Plus sérieuses ont été les déclarations du directeur, confirmant que le groupe de patrons propriétaires de L'Aurore n'avaient pas l'intention d'investir le moindre centime dans le journal. Cela signifie à terme la mort de L'Aurore, dont le déficit en 78 sera de 3 milliards anciens. Pour durer jusqu'au 31 décembre, des mesures d'économie ont été prises : diminution du tirage, et passage à 14 pages en moyenne. Cette décision a finalement motivé la démission de Roland Faure, le dernier survivant de l'ancienne équipe.

Finalement, la rédaction a rédigé un article qu'elle a demandé d'insérer dans l'édition de lundi. Devant le refus de Janrot, l'assemblée générale des journalistes a décidé dimanche soir de rendre publiques leurs positions. Le Matin de lundi publie cet article.

● Larzac : les paysans interdits de manifester dans Paris

Les paysans du Larzac, en marche vers Paris depuis de nombreux jours, viennent de se voir interdire l'entrée de la capitale par la préfecture de police, ce samedi 22 novembre, jour de leur arrivée.

Autrement dit, les paysans se voient interdire l'accès à la place de la Concorde, où ils devaient arriver de la porte d'Orléans. Les paysans qui ont réaffirmé leur volonté de venir manifester à Paris, appellent à un rassemblement à la porte d'Orléans, samedi 2 décembre, à 14 heures.

● Georges Brown risque l'extradition

Deux des accusés jugés à Paris pour avoir détourné un avion en 1976 ont été condamnés vendredi à une peine de cinq ans de réclusion. Les deux femmes condamnées à cinq ans également, bénéficient d'un sursis de deux ans. L'un des accusés, George Brown, risque l'extradition, demandée par les USA. La décision dépend désormais du Garde des Sceaux. S'étant vu refuser le statut de réfugiés politiques, les autres accusés risquent l'expulsion à leur sortie de prison.

● Zimbabwe

Joshua Nkomo, président de la ZAPU, a accusé dans La Voix du Peuple du Zimbabwe, organe de la ZAPU, le gouvernement raciste rhodésien d'enrôler des arborigènes d'Australie dans ses troupes. La présence de ces arborigènes australiens aurait été constatée le 19 octobre dernier durant le raid contre la Zambie.

● Congrès FUC-CFDT

Le Congrès de la Fédération Unie Chimie (FUC) s'est tenue à Guidel (Morbihan) du 22 au 25 novembre.

Rappelons que la FUC est la fédération d'Edmond Maire et que celui-ci est intervenu vendredi dans un discours en deux parties, un pour les congressistes — cherchant à satisfaire tout le monde et faisant une autocritique sur sa participation à une réunion du PS à Lille ; l'autre pour la presse, portant sur l'Europe « des travailleurs ».

Ce Congrès se situe après les élections législatives et juste avant le congrès confédéral de Brest en 1979. C'est pourquoi il y a été discuté des « propositions industrielles ». Les amendements des syndicats ont obligé à une modification sensible de la résolution générale sur ce point, en s'opposant à l'aspect « gestion de la crise » mais en soulignant l'aspect de mieux connaître le système économique capitaliste. La résolution générale a été adoptée à 66 %.

Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP 225 75 924 Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470, compte N° 7713 J
CCP N° 23 132 48 F - Paris
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

SUCCEs DE LA GREVE GENERALE EN IRAN

La grève générale et la journée de deuil organisées dimanche en Iran par l'opposition religieuse et le Front National a été marquée par de nombreuses manifestations en province. Samedi à Téhéran, alors que les ouvriers de la raffinerie de pétrole manifestaient devant le siège de la Société des pétroles iraniens, la police, a tiré, blessant 3 ouvriers. Dimanche dans la capitale, toutes les boutiques, dont celles du bazar étaient fermées. Des coupures de courant ont affecté toutes les régions du pays. A Mashad à l'est du pays, la manifestation a regroupé 500 000 personnes venues des environs, s'ajoutant aux 700 000 habitants déjà dans la rue. L'armée a tué une douzaine de manifestants. Qom a vu 200 000 manifestants descendre dans la rue. Dans la ville de Gorgan, au nord-est de Téhéran, certaines sources indiquent 35 victimes, après de violents affrontements avec l'armée tandis qu'à Kangavar dans la partie occidentale du pays on dénombre 2 morts parmi les manifestants. A Isfahan, 2 policiers ont été tués par des manifestants qui s'étaient emparés de leurs fusils à la suite des affrontements ; la loi mar-

Kangavar, 13 personnes ont été blessées. La grève générale donc bien constituée une riposte aux victimes a été prolongée 4 heures dans cette ville. A

times des « meurtres commis dans le pays par le gouvernement » ainsi que l'avaient défini ses organisateurs. Reste que le gouvernement militaire a montré

son impuissance à résoudre la crise répondant une fois de plus par la force, ce qui ne peut arrêter le peuple iranien dans son combat contre la dictature.

VIOLENTE MANIFESTATION CONTRE LE SHAH A FRANCFORT (RFA)



10 000 personnes ont participé samedi à une manifestation réclamant le départ du Shah d'Iran, organisée par la Confédération des Étudiants Iraniens en RFA. Étudiants allemands, iraniens et turcs se sont violemment affrontés à la police dans les rues de Francfort. 200 personnes ont été blessées, dont certaines grièvement. Une partie des manifestants s'est dirigée vers le consulat des USA où elle s'est heurtée à la police. 12 manifestants ont été arrêtés.

Prix en hausse, pouvoir d'achat en baisse

Après deux mois de relatif ralentissement, la hausse des prix en octobre a connu une nouvelle accélération : +0,9 % contre +0,6 % en août et en septembre. L'indice des prix de l'INSEE s'établit donc à 205,7 contre 100 en 1970. Selon Monory, la hausse d'octobre n'a rien d'alarmant : « Elle est normale car elle est influencée par le relèvement trimestriel des loyers et le relèvement saisonnier des prix de l'habillement ». Toute augmentation est normale du moment qu'elle s'ex-

plique... L'intérêt, si on peut dire, de la hausse d'octobre réside dans le fait que c'est le secteur des services qui a le plus augmenté : +1,4 %. Or ce secteur est censé être l'objet d'une surveillance particulière de la part de la direction des prix. Le secteur des produits alimentaires n'a augmenté « que » de 0,6 %, et celui des produits industriels de 0,8 %.

Sur les dix mois de l'année 1978, la hausse des prix s'élevait donc à 8,6 %. Dans la mesure où le gou-

vernement fera tout pour ne pas atteindre les 10 % d'augmentation pour l'année, on peut s'attendre à ce que la hausse soit de l'ordre de 0,7 % pour les mois de novembre et de décembre. Selon l'indice CGT, l'augmentation sur une année est de 12,7 %.

Parallèlement à la publication de cet indice, le ministre du Travail a fait connaître la hausse moyenne des salaires ouvriers pour le troisième trimestre

de 1978 : +2,9 %. L'an dernier, à la même époque les salaires avaient augmenté de 3,7 %. Si l'on tient compte de la réduction du temps de travail, le salaire moyen des ouvriers s'est accru de 11,5 % en un an. Sur la même période, l'indice officiel des prix a augmenté de 9,2 % et d'après l'indice CGT, de 12,7 %. Dans l'hypothèse d'une solution médiane, le pouvoir d'achat des ouvriers, toutes catégories confondues, n'a pas augmenté cette année.